

Les conditions de travail en Suisse: comparaison avec les pays de l'UE

La quatrième enquête européenne sur les conditions de travail livre de précieux enseignements sur la population active occupée en Suisse et en Europe. Pour sa première participation à l'enquête, la Suisse présente une image réjouissante. Elle se retrouve souvent dans les pays de tête, ce qui signifie qu'elle offre, aux personnes actives occupées, des conditions de travail comparativement bonnes. Des emplois attrayants représentent non seulement un avantage face à la concurrence internationale, mais aussi une condition pour éviter que les actifs âgés soient prématurément exclus du monde du travail. L'enquête montre aussi qu'il existe des zones d'amélioration.



31% des personnes actives occupées interrogées en Suisse affirment que le travail porte atteinte à leur santé. Les connaissances accumulées par l'étude aident à développer des mesures ciblées pour résoudre des problèmes ponctuels. En illustration: présentation de matériel sécurisé pour les ouvriers de la construction.

Photo: Keystone

Une première participation aux relevés européens

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (voir encadré 1) effectue tous les cinq ans depuis 1990 une enquête sur les conditions de travail en Europe. En 2005, année de la première participation de la Suisse à l'enquête, près de 30 000 actifs occupés ont été interrogés dans 31 pays. En Suisse, les chiffres ont été recueillis au cours de 1040 entretiens en tête à tête. L'enquête décrit les conditions de travail telles qu'elles sont perçues par les personnes

interrogées. En plus de s'intéresser aux conséquences qu'elles peuvent avoir sur la santé, l'enquête se penche aussi sur des thèmes tels que l'organisation professionnelle, le contenu du travail, les discriminations, les structures de communication, les possibilités de formation continue et l'équilibre travail-famille. Ces thèmes, analysés à l'aide de plus de 100 questions, permettent d'avoir une très bonne image des conditions de travail en Suisse comparées à d'autres pays européens.

Les personnes interrogées ont été sélectionnées en Suisse par l'institut M.I.S. Trend SA, à Lausanne. L'échantillonnage, établi selon une sélection aléatoire à phases multiples, est représentatif de l'ensemble de la population active. Au moment de l'entretien (fin 2005), les personnes interrogées avaient un statut de salarié ou d'indépendant et étaient âgées de quinze ans au moins.

L'étude met à la disposition des partenaires sociaux et des décideurs politiques une base commune pour l'élaboration de mesures permettant d'améliorer les conditions de travail. Les données recueillies peuvent, le cas échéant, servir à des analyses approfondies et livrer



Maggie Graf
Cheffe du secteur Travail et santé, Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Zurich



Ralph Krieger
Secteur Travail et santé, Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Zurich

1 Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (Nace).

2 Classification internationale type des professions (CITP-88).

3 En fait, les données sont biaisées, car le nombre de personnes qui présentent de longues absences est faible. La médiane aurait été un paramètre davantage approprié. Celle-ci est de 7 jours pour la Suisse, de 9 jours pour l'Allemagne et de 10 jours pour la France, l'Italie et l'Autriche.

d'autres informations importantes sur les conditions de travail en Suisse. L'exploitation des données est coordonnée par l'Institut pour la gestion du personnel et l'organisation de la haute école spécialisée (HES) du Nord-Ouest de la Suisse en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (SECO).

L'article ci-après passe en revue quelques-uns des thèmes de la quatrième enquête européenne sur les conditions de travail en 2005. Les résultats de la Suisse y sont comparés avec ceux de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France et de l'Italie ainsi qu'avec les trois meilleurs pays à chaque fois (moyenne des pourcentages). Dans les comparaisons internationales, les chiffres se réfèrent aux moyennes de toutes les personnes interrogées. Par ailleurs, une analyse selon la branche économique¹, la catégorie professionnelle², le taux d'occupation, le sexe et l'âge est également entreprise pour quelques données suisses.

Satisfaction au travail, santé et absentéisme

L'enquête montre que 91% des actifs suisses sont satisfaits, voire très satisfaits de leurs conditions de travail. La moyenne de tous les pays européens est de 80%. La Suisse devance légèrement l'Allemagne (89%) et l'Autriche (90%), tandis que la France (82%) et, en particulier, l'Italie (76%) arrivent loin derrière. Notre pays figure à la quatrième place du classement. Il est précédé de peu par le Danemark, la Norvège et la Grande-Bretagne. Ces trois pays enregistrent les taux de satisfaction les plus élevés d'Europe (moyenne de 93%).

En Suisse, 19% des personnes interrogées déclarent avoir été absentes de leur travail au cours des douze derniers mois pour des raisons de santé. Il convient, toutefois, de faire la distinction entre les problèmes de santé liés à l'activité professionnelle (5% des cas) et ceux dus à un accident (2%). À l'instar de la France et de l'Autriche, la Suisse se retrouve légèrement au-dessous de la moyenne européenne (22%). L'Allemagne (28%) et l'Italie (25%) sont au-dessus. Il est intéressant de constater que la durée des absences en Suisse correspond à la moyenne européenne (21 jours). En d'autres termes, les arrêts maladie y sont relativement longs. Les pays où le nombre de jours d'absence est le plus faible sont l'Allemagne, l'Italie et Malte (douze jours en moyenne). Les travailleurs autrichiens (17 jours) sont également peu de temps absents, contrairement à leurs collègues français (29 jours). En Suisse, les absences pour problèmes de santé s'élèvent, par rapport à l'ensemble de la population active, à une moyenne de 4 jours environ. C'est plus qu'en Italie, en Allemagne ou en Autriche³.

Mise en danger et atteintes à la santé

Dans l'ensemble, les personnes interrogées font état plus souvent d'une atteinte à la santé que d'une mise en danger. Cette dernière – c'est valable aussi pour la sécurité – est perçue comme un danger direct et immédiat.

Les actifs occupés en Allemagne s'estiment moins souvent menacés dans leur santé ou dans leur sécurité que les Suisses (22%). La moyenne des trois meilleurs (Allemagne, Norvège, Grande-Bretagne) est de 18%, celle constatée en Europe est de 30%.

Une atteinte à la santé exerce une influence plutôt indirecte et peut s'aggraver à long terme. En Suisse, 31% des personnes interrogées affirment que le travail porte atteinte à leur santé. Les problèmes les plus souvent cités sont les maux de dos (18%), le stress (17%) et les douleurs musculaires dans les épaules ou la nuque (13%, voir *graphique 1*). Ces chiffres correspondent à peu près à ceux de l'Allemagne et sont inférieurs à ceux des autres pays. La Suisse se classe parmi les trois meilleurs pays en compagnie fréquemment de la Grande-Bretagne et, plus rarement, de l'Allemagne.

Risques pour la santé selon les branches économiques

C'est dans l'agriculture et la sylviculture, de même que dans l'industrie et la construction, que les actifs occupés sont les plus nombreux à déclarer que leur travail porte atteinte à leur santé. Le secteur tertiaire privé se situe dans la moyenne suisse, tandis que l'éducation et le social sont légèrement au-dessous. Le *tableau 1* présente une vue d'ensemble des problèmes de santé les plus souvent mentionnés selon les branches économiques.

Dans l'agriculture et la sylviculture, les problèmes de santé les plus fréquemment cités sont les maux de dos et les douleurs musculaires, une fatigue générale et les blessures. Dans l'industrie et la construction, ce sont les problèmes de peau, les difficultés respiratoires, les allergies et les problèmes d'audition. Dans l'administration publique, les risques dus à des troubles psychosomatiques sont très présents. Les personnes interrogées y font état de problèmes tels que fatigue générale, irritabilité, maux de tête, insomnie, maux de ventre, maladies du cœur et angoisse dans des proportions supérieures à la moyenne. Selon des recherches médicales, ces problèmes sont liés à des facteurs psychologiques et organisationnels. Les problèmes de vision sont également plus fréquents dans l'administration. Un nombre élevé de personnes concernées représente un signe préoccupant qui doit inciter à mener des analyses approfondies.

Encadré 1

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail se trouve à Dublin, en Irlande. Créé par le Conseil européen en 1975, cet organe tripartite se compose de représentants des gouvernements des États membres, des employeurs et des syndicats.

La fondation a pour mission de contribuer à la conception et à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail. Elle tient compte, pour ce faire, des politiques communautaires existantes dans ces domaines et éclaire les institutions communautaires sur les objectifs et les orientations envisageables, notamment en leur transmettant des données scientifiques et techniques.

Dans le cadre de l'amélioration du milieu de vie et des conditions de travail, la fondation s'occupe plus particulièrement des questions suivantes:

- conditions de travail;
- équilibre vie-travail;
- relations dans le travail et participation des travailleurs;
- cohésion sociale.

De plus amples informations sont disponibles sur <http://eurofound.europa.eu>.

Rapport de la fondation:
www.eurofound.eu.int, rubriques «Surveys», «European Working Conditions Report: full descriptive report».

Graphique 1

Atteintes à la santé les plus fréquentes de la population active en Suisse
En % de la population active

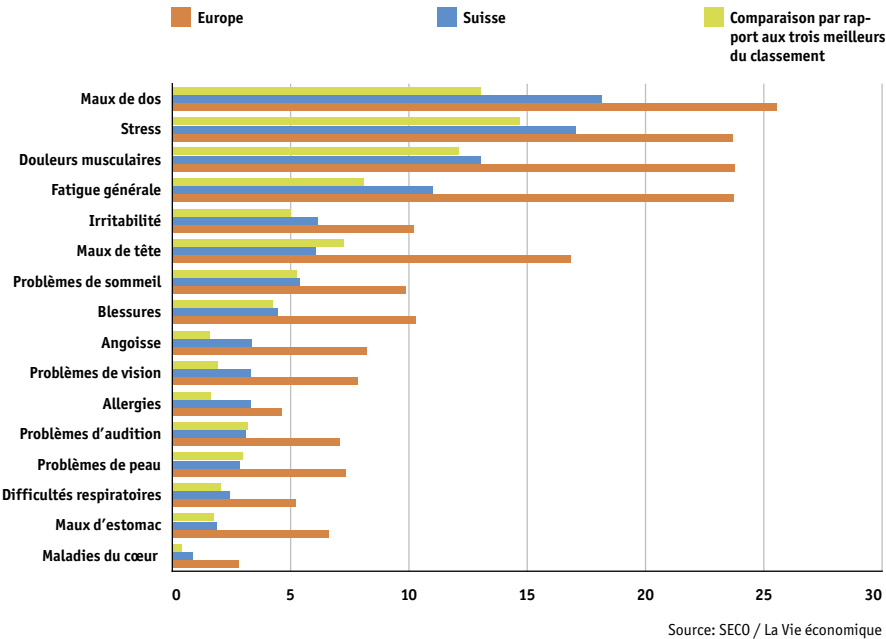


Tableau 1

Atteintes à la santé les plus fréquentes par branches économiques
En % de la population active

	Activités économiques selon Nace ^a					Tous secteurs
	Agri-culture, sylvi-culture (A, B)	Industrie, construc-tion (C-F)	Secteur tertiaire privé (G-K)	Adminis-tration (L)	Éducation, santé, social (M-Q)	
Problèmes de santé dus au travail	44	35	31	31	26	31
Maux de dos	43	23	16	16	16	18
Stress	7	18	19	27	15	17
Douleurs musculaires	22	18	10	13	13	13
Fatigue générale	16	14	11	13	9	11
Irritabilité	9	5	7	15	4	6
Maux de tête	2	7	6	10	6	6
Problèmes de sommeil	2	7	4	14	4	5
Blessures	14	9	3	6	2	4
Allergies	2	6	3	1	3	3
Problèmes de vision	0	4	4	9	2	3
Angoisse	2	3	2	6	5	3
Problèmes d'audition	5	9	1	1	2	3
Problèmes de peau	2	6	2	2	2	3
Difficultés respiratoires	5	5	1	3	2	2
Maux d'estomac	0	3	2	4	2	2
Problèmes de cœur	0	1	1	3	0	1

a Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

Source: SECO / La Vie économique

causes des problèmes de santé. Les sollicitations sont nombreuses en ce domaine. Elles se rencontrent tant dans le secteur tertiaire, où travaillent aujourd’hui environ 75% de tous les actifs occupés, que dans les autres secteurs. Par risques physiques, l’étude entend, d’une part, ceux qui sont réels comme le bruit, les vibrations, etc., d’autre part, les risques «ergonomiques» pour l’appareil locomoteur.

Environ 20% de toutes les personnes interrogées en Suisse déclarent être exposées, dans leur activité professionnelle, à l’un ou à plusieurs des risques physiques suivants pendant au moins un quart du temps: vibrations (outils, machines, etc.), températures basses ou élevées, bruit, inhalation de fumées, vapeurs (par exemple suie ou gaz d’échappement), poudres ou poussières (poussières du bois ou minérales). Si la proportion des personnes touchées en Suisse est inférieure à la moyenne européenne, elle est presque partout supérieure aux valeurs des pays composant la moyenne de référence. Dans un seul cas, à savoir la manipulation de substances dangereuses (par exemple déchets, liquides organiques, matériel de laboratoire, etc.), la proportion de personnes exposées en Suisse dépasse la moyenne européenne (voir *graphique 2*). On n’explique pas franchement pourquoi ces risques professionnels n’ont pas de conséquences sur la santé en Suisse. Il faut peut-être chercher dans le fort degré d’autonomie laissé aux travailleurs pour exécuter leurs tâches. Cet aspect sera analysé plus en détail⁴.

En ce qui concerne l’exposition à la fumée du tabac (fumée passive), la Suisse, avec 14%, fait moins bien que l’Italie (9%), mais beaucoup mieux que la France (20%), l’Autriche (23%) et l’Allemagne (26%). La moyenne des trois meilleurs pays (Irlande, Suède, Norvège) est de 7%.

L’exposition des actifs occupés en Suisse aux risques «ergonomiques» est, dans l’ensemble, inférieure à celle des pays voisins. Il n’en demeure pas moins que le nombre de personnes concernées est préoccupant. Les gestes répétitifs du bras ou de la main (42%), des postures douloureuses ou pénibles (35%) et le port ou le déplacement de charges lourdes (27%) sont les risques physiques les plus fréquents au travail. Il est réjouissant de constater que les chiffres pour la Suisse sont souvent inférieurs à ceux des meilleurs pays européens⁵.

dies et à prendre des mesures pour améliorer la situation.

Risques physiques pour la santé

Les questions détaillées sur les risques physiques permettent d’en savoir plus sur les

Risques physiques pour la santé selon les branches économiques

La répartition des risques physiques pour la santé selon les branches économiques s’avère souvent intéressante. Les procédures de travail sont en effet souvent déterminées par des acti-

Graphique 2

Risques physiques pour la santé

En % de la population active

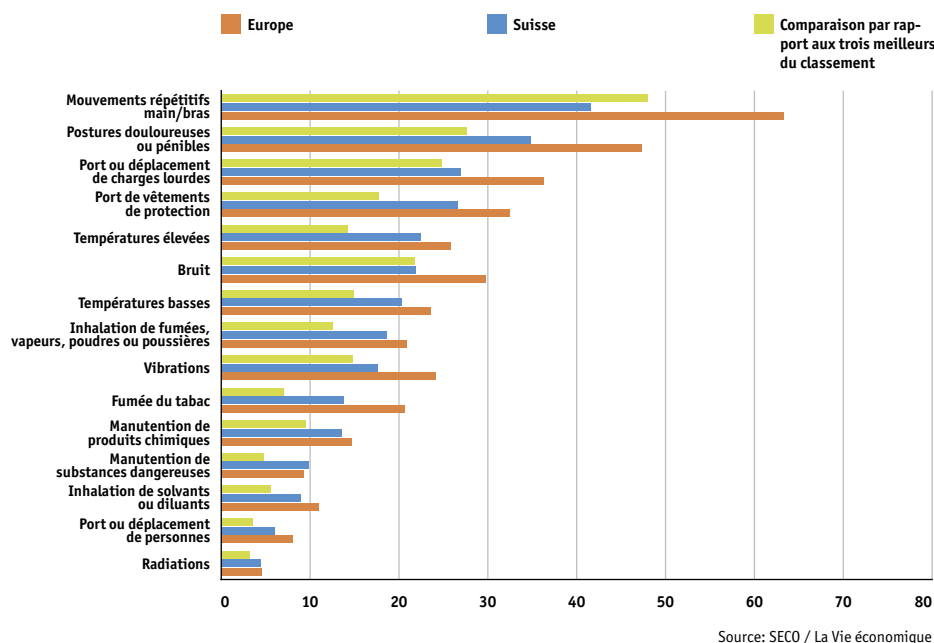


Tableau 2

Risques physiques pour la santé par branches économiques

En % de la population active

	Activités économiques selon Nace ^a					Tous secteurs
	Agriculture, sylviculture (A, B)	Industrie, construction (C-F)	Secteur tertiaire privé (G-K)	Administration (L)	Éducation, santé, social (M-Q)	
Mouvements répétitifs main/bras	42	44	42	43	38	42
Postures douloureuses ou pénibles	61	36	29	30	40	35
Port ou déplacement de charges lourdes	63	37	23	11	23	27
Températures élevées	41	29	21	28	15	22
Bruit	28	40	18	15	14	22
Températures basses	71	25	15	29	15	20
Inhalation de vapeurs, fumées, poudres ou poussières	24	42	13	11	9	19
Vibrations	37	39	12	13	7	18
Fumée du tabac	4	26	13	12	7	14
Manutention de produits chimiques	18	22	8	8	16	14
Manutention de substances dangereuses	0	11	3	11	21	10
Inhalation de solvants ou diluants	0	20	4	13	7	9
Port ou déplacement de personnes	0	0	1	9	19	6
Radiations	0	9	3	3	5	5

a Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne.

Source: SECO / La Vie économique

actifs occupés qui sont exposés à l'un de ces risques dans leur travail pendant un quart du temps ou plus longtemps.

Dans l'agriculture et la sylviculture, les sollicitations les plus souvent citées sont l'exposition aux basses températures, le port ou le déplacement de charges lourdes et les postures douloureuses ou pénibles. Il s'agit de facteurs de risque connus pour les troubles musculo-squelettiques. Dans l'industrie et la construction, les personnes interrogées ont cité comme risques les plus fréquents pour la santé les gestes répétitifs du bras ou de la main, le bruit, les vibrations, l'inhalation de fumées, vapeurs (par exemple suie ou gaz d'échappement), poudres ou poussières (p. ex. poussières du bois ou minérales). Ces personnes sont de surcroît davantage exposées aux vapeurs de solvants ou de diluants et à la fumée du tabac. Dans ce cas, le lien de causalité avec les problèmes de peau et les difficultés respiratoires est clairement manifeste.

Dans le secteur tertiaire privé, les risques sont relativement faibles, à l'exception de celui que posent les gestes répétitifs du bras ou de la main. Ces gestes sont souvent cités, dans l'administration publique, ainsi que l'exposition à des températures basses ou élevées. Les risques physiques marquent fortement l'éducation, la santé et le social. Les problèmes proviennent surtout des postures douloureuses ou pénibles, des gestes répétitifs du bras ou de la main, du port ou du déplacement de charges lourdes ou de malades et de la manutention de substances dangereuses.

Discriminations liées à l'âge

Les discriminations liées à l'âge sont plus fréquentes en Suisse (4%) que dans les pays voisins, comme l'Allemagne (3%), l'Italie (3%) ou la France (2%). Notre pays se situe aussi au-dessus de la moyenne européenne (3%), dans le dernier tiers du classement. Une analyse détaillée révèle que les femmes et les jeunes se sentent plus fréquemment discriminés dans leur travail en raison de leur âge. Les femmes (5%) déclarent plus souvent que les hommes (3%) subir des discriminations au travail en raison de leur âge. 10% des actifs de 24 ans ou moins estiment que leur jeunesse est un facteur discriminant. Ce sentiment par rapport à l'âge n'atteint que 3% environ chez les 25-39 ans et les 40-54 ans, tandis qu'il se monte à plus de 4% chez les actifs vieillissants (55 ans et plus). Contrairement aux demandeurs d'emploi âgés, dont les recherches sont souvent rendues difficiles pour cette raison, les personnes de la même génération qu'eux, intégrées sur le marché du travail, ne constatent guère de discrimination en ce domaine.

3 Voir l'article de U. Pekruhl, p. 9-12, dans ce numéro.

4 Il convient, toutefois, de faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces chiffres, car l'on peut supposer qu'il existe d'importantes différences entre les branches.

vités typiques d'une branche économique et se répercutent donc sur la santé des actifs selon un certain schéma. Les pourcentages publiés dans le *tableau 2* correspondent à la part des

Encadré 2

Discriminations sexuelles

En Suisse, les femmes sont relativement peu présentes dans les positions dirigeantes. Seuls 20% des actifs interrogés ont répondu que leur supérieur hiérarchique direct est une femme. Ce résultat est inférieur à la moyenne européenne (24%) ainsi qu'aux résultats enregistrés par l'Autriche (23%) et la France (25%). Les trois meilleures références (Finlande, Estonie et Lituanie) représentent une moyenne de 37%.

Formation continue

Sur un marché du travail dynamique caractérisé par de rapides mutations économiques et technologiques, la formation continue est particulièrement importante pour encourager l'employabilité, notamment dans le cas des personnes peu qualifiées et des actifs âgés. Dans les douze mois ayant précédé l'enquête, 45% des actifs suisses ont pris part à un cours de formation continue payé par leur entreprise. Seules la Finlande et la Suède ont fait mieux. La moyenne européenne est beaucoup plus faible (25%), et même les pays voisins de la Suisse – Italie (17%), France (24%), Allemagne (25%) et Autriche (38%) – arrivent loin derrière.

L'analyse des données en Suisse par catégories de professions et par âges s'avère riche d'enseignements. Plus de 60% des cadres, des scientifiques et des techniciens ont suivi un cours de formation continue payé par l'entreprise, contre environ 40% des personnes actives dans le tertiaire, l'industrie des machines et les arts et métiers. Les employés de commerce (26%), les personnes travaillant dans l'agriculture (15%) et les auxiliaires (7%) sont les plus mal lotis dans ce domaine. Les différences entre les catégories d'âge sont moins marquées. Les jeunes (24 ans et moins) et les plus âgés (55 ans et plus) sont les deux tranches d'âges où la formation continue est la moins fréquente: respectivement 38% et 41% déclarent avoir suivi un cours payé par l'entreprise. Les actifs qui en bénéficient le plus sont les 25-39 ans (47%) et les 40-54 ans (49%). Un emploi à plein temps (49%) ou dans une grande entreprise (51%) offre davantage de chances de suivre une formation continue qu'un emploi à temps partiel (38%) ou dans une petite entreprise (40%). En dépit du taux élevé de formation continue, quelque 20% des actifs suisses estiment qu'ils auraient besoin d'autres cours de perfectionnement pour faire face à leurs obligations.

Équilibre vie-travail

88% des personnes interrogées sont d'avis que les horaires de travail permettent de concilier leur vie professionnelle et leurs obligations familiales ou sociales de manière satisfaisante à très satisfaisante. La Suisse se situe ainsi au même niveau que les trois pays de référence (Norvège, Autriche, Danemark). Avec 73% en Italie, 81% en France et 85% en Allemagne, le taux de satisfaction est moins élevé chez nos voisins. La moyenne européenne (78%) est elle aussi relativement basse.

L'analyse selon le degré d'occupation révèle que les personnes occupées à temps partiel (91%), surtout, parviennent à bien, voire à

très bien concilier la vie professionnelle avec les obligations familiales ou sociales. Chez les actifs à plein temps, ce taux se monte encore à 86%. Les 25-39 ans sont ceux qui rencontrent le plus de difficultés en ce domaine (85%). Ils sont suivis des moins de 24 ans (87%), des 40-54 ans (90%) et des 55 ans et plus (92%). Aucun écart notable n'apparaît entre les hommes et les femmes. Ainsi, 87% des hommes et 89% des femmes considèrent que le rapport vie-travail est équilibré.

Conclusion

Dans l'ensemble, les actifs occupés trouvent que les conditions de travail sont bonnes en Suisse. En raison de l'évolution démographique, qui conduit à un vieillissement de la population active, il faut continuer d'exploiter cet atout et l'optimiser là où cela s'avère nécessaire. Des améliorations ciblées peuvent maintenir les prestations et la motivation des travailleurs, et accroître l'attrait des postes de travail en Suisse. Lors de l'interprétation des résultats, il convient de garder à l'esprit que la distribution sectorielle de la population active varie entre les pays. De plus, les différences juridiques et socioculturelles peuvent aussi influencer la façon dont les questions sont comprises et de ce fait, les réponses données.

Malgré les bonnes conditions de travail, un potentiel d'amélioration existe. Ainsi, 31% des actifs s'estiment atteints dans leur santé en raison de leur activité. Sans vouloir entrer dans les détails, force est de constater que cette proportion est élevée. Il faudrait également s'intéresser à la durée relativement longue des absences et à la conjugaison des risques pour la santé dans certaines branches économiques. Les discriminations dont se sentent victimes les femmes et les jeunes doivent également être prises au sérieux.

Encadré 3

Pour plus d'informations

En collaboration avec le SECO, la haute école spécialisée (HES) du Nord-Ouest de la Suisse a créé un consortium d'institutions scientifiques pour coordonner de nouvelles recherches. Sur la base de la quatrième enquête européenne consacrée aux conditions de travail 2005, de nouvelles analyses détaillées, par exemple sur les actifs occupés âgés, seront entreprises pour obtenir de plus amples informations sur les conditions de travail en Suisse et en Europe.

Pour pouvoir mettre en évidence l'évolution et les tendances, il est important que la Suisse participe aux enquêtes européennes ultérieures. Une étude de suivi pourrait mettre en lumière les changements intervenus et, le cas échéant, identifier des domaines où d'autres mesures doivent être prises. Elle pourrait également servir à évaluer les effets des mesures qui auront été introduites.